



PREFECTURE DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**Arrêté n°2005-P- 1303 du 16 septembre 2005**

modifiant l'arrêté n° 2002-P-1532 du 7 août 2002 portant constitution de  
garanties financières concernant :

- l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, au lieu-dit « Mézerolles »
  - l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, au lieu-dit « La Cousinière »
  - l'installation de stockage de déchets industriels spéciaux et ultimes au lieu-dit l'Oisonnière »
- autorisées par arrêté préfectoral n° 2002-P-1532 du 7 août 2002 et exploitées par la société SECHE ECO-INDUSTRIES à CHANGE

Le préfet de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment l'article L516-1 ;

VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement notamment ses articles 23-2 à 23-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de la garantie financière ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-P-1531 du 7 août 2002 modifié autorisant la société Séché Eco-Industries dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Hêtres » sur la commune de Changé, exploitant un parc d'activités de déchets à Changé :

- à poursuivre l'exploitation des activités et des installations situées aux lieux-dits Les Hêtres , L'Oisonnière et Mézerolles à Changé ;
- à exploiter les activités et les nouvelles installations au lieu-dit « La cousinière » à Changé.

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-P-1532 du 7 août 2002 portant constitution de garanties financières concernant :

- l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, au lieu-dit « Mézerolles »
- l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, au lieu-dit « La Cousinière »
- l'installation de stockage de déchets industriels spéciaux et ultimes au lieu-dit l'Oisonnière »

VU la demande présentée le 23 juin 2005 par la société Séché Eco Industries , afin d'actualiser ses garanties financières suite à l'évolution de l'exploitation des sites de l'Oisonnière et de la Cousinière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 22 juillet 2005;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser les garanties financières suite à l'évolution de l'exploitation des sites, pour tenir compte en particulier des surfaces couvertes ou ouvertes sur les sites de l'Oisonnière et de la Cousinière ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne :

**ARRETE :**

**ARTICLE 1.**

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté n° 2002-P-1532 du 7 août 2002 fixant le montant des garanties financières pour l'exploitation du parc d'activités déchets de la société SECHE ECO-INDUSTRIES à CHANGE est remplacé par le tableau ci-après :

Périodes	Coût de la surveillance en k€ HT	Coût d'intervention en cas d'accident ou de pollution en k€ HT	Coût de la remise en état en k€ HT	Coût total des garanties en k€ HT	Coût total des garanties financières en k€ TTC
2005 - 2008	4 295	1 661	839	6 795	8 127
2009 - 2011	4 407	1 661	973	7 040	8 420
2012 - 2014	4328	1 661	749	6 737	8 058

Le nouveau montant de 8,127 millions d'euros (TTC) des garanties financières correspondant à la période 2005-2008 devra être constitué dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté et s'appliquera jusqu'au 31 août 2008.

Tous les 3 ans, le montant des garanties financières est réactualisé, en tenant compte de l'évolution de l'exploitation, des remises en état restant à couvrir et de la surveillance.

Le reste sans changement

**ARTICLE 2 :** Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la commune de Changé pour y être consultée et affichée à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de monsieur le maire de Changé. L'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans la presse locale, le quotidien « Ouest France » et l'hebdomadaire « le Courrier de la Mayenne ».

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera remise à monsieur le président directeur général de la société SECHE ECO-INDUSTRIES qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 4 :** Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne, monsieur le maire de Changé, monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Nantes, monsieur l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines à Laval, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes de Saint Berthevin, Le Genest Saint Isle, Saint Germain le Fouilloux, Saint Ouen des Toits et aux chefs des services concernés.

Laval, le 16 SEP. 2005

Pour le préfet et par délégation

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale



Muriel NGUYEN

### IMPORTANT

Délai et voie de recours (article L 514 - 6 - titre 1er du Livre V du code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.



PREFECTURE DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**Arrêté n°2005-P-1302 du 16 septembre 2005**

Complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2002-P-1531 du 7 août 2002 modifié autorisant la société Séché Eco-Industries dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Hêtres » sur la commune de Changé, exploitant un parc d'activités de déchets à Changé :

Le préfet de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, titre Ier du Livre V ;

VU la directive du Conseil n° 1999-31-CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets

VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 53-978 du 20 mai 1953 modifié sur la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-P-1531 du 7 août 2002 autorisant la société Séché Eco-Industries à exploiter sur le territoire de la commune de Changé au lieu-dit « L'Oisonnière » une installation de stockage de déchets dangereux ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 2003-P-1954 du 27 novembre 2003 et n° 2005-P-309 du 11 mars 2005 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 7 août 2002 susvisé ;

VU la demande présentée le 23 juin 2005 par la société SECHE ECO-INDUSTRIES en vue d'être autorisée à modifier les conditions du réaménagement des alvéoles de stockage de déchets dangereux ;

VU le rapport établi par M. l'ingénieur de l'industrie et des mines, inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 22 juillet 2005;

**Considérant** que les dispositions proposées par l'exploitant pour garantir un niveau de perméabilité équivalent par la mise en place d'un géotextile bentonitique dans le cadre du réaménagement des installations de stockage de déchets dangereux exploitées par la société Séché Eco-Industries sur le territoire de la commune de Changé au lieu-dit « L'Oisonnière » sont acceptables ;

**Considérant** que cette demande doit être formalisée dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne :

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'article 16.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2002-P-1531 du 7 août 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2005-P-309 du 11 mars 2005 autorisant la société Séché Eco-Industries à exploiter un parc d'activités déchets à Changé (53) est complété comme suit :

#### 16.6.1. Couverture

> Une couche drainante en liaison avec des événements situés dans les points hauts du site.

« Pour le réaménagement des talus, la couche d'argile, d'au moins 1 m caractérisée par un coefficient de perméabilité de  $1.10^{-9}$  m/s, peut être remplacée par la mise en place d'un géocomposite bentonitique d'une épaisseur minimale de 0,005 m et de perméabilité équivalente.

La pose de ce géocomposite bentonitique sera réalisée conformément aux schémas joints en annexe de manière que les recouvrements en argile et géocomposite bentonitique soient toujours sécurisés et de manière qu'en tous points et sur une longueur suffisante soit présent un géocomposite bentonitique ou un mètre d'argile. »

Le reste sans changement

**ARTICLE 2 :** Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la commune de Changé pour y être consultée et affichée à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de monsieur le maire de Changé. L'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans la presse locale, le quotidien « Ouest France » et l'hebdomadaire « le Courrier de la Mayenne ».

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera remise à monsieur le président directeur général de la société SECHE ECO-INDUSTRIES qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 4 :** Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne, monsieur le maire de Changé, monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Nantes, monsieur l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines à Laval, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes de Saint Berthevin, Le Genest Saint Isle, Saint Germain le Fouilloux, Saint Ouen des Toits et aux chefs des services concernés.

Laval, le 16 SEP 2005

Pour le préfet et par délégation

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale



Muriel NGUYEN

#### IMPORTANT

Délai et voie de recours (article L 514 - 6 - titre 1er du Livre V du code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.



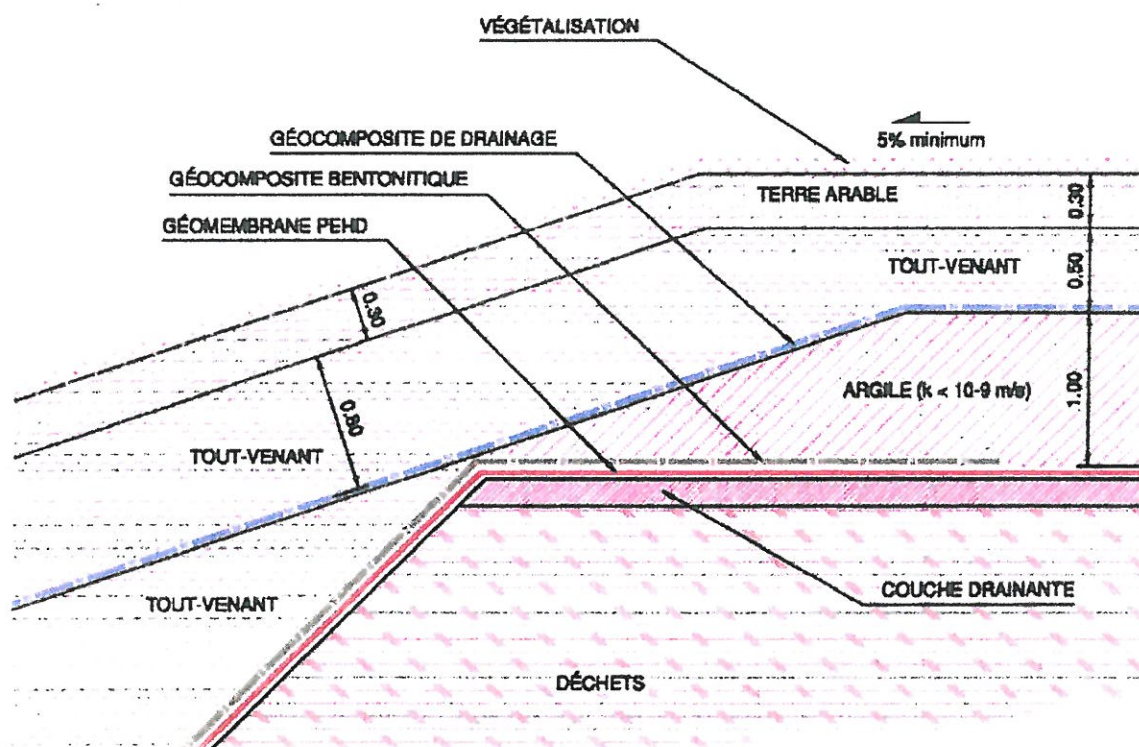


Figure 3.1 : Configuration de la couverture proposée  
portion supérieure, site de l'Oisonnière

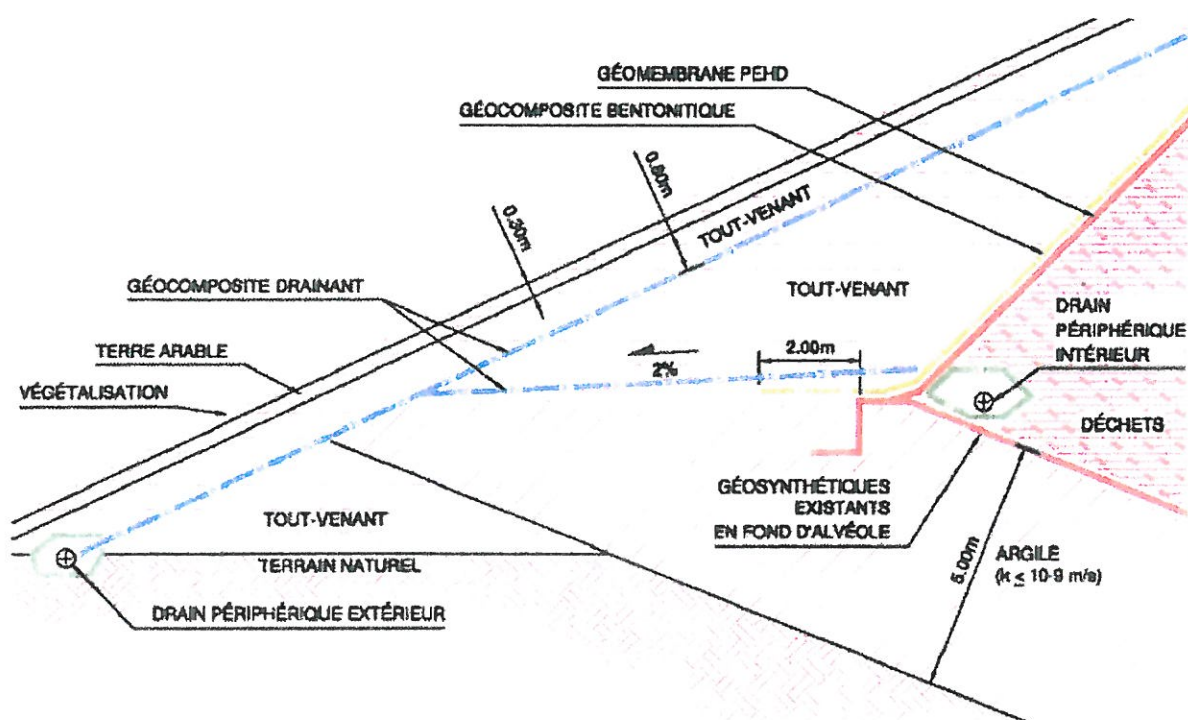


Figure 3.2 : Configuration de la couverture proposée  
portion inférieure, site de l'Oisonnière

